

L'Arménie dans le feu de l'inaction

En ce 1er février, les autorités d'Arménie ont décidé de fermer le deuxième plus grand marché du pays connu sous le nom de marché de Malatia.

D'après les autorités, la direction du marché n'a pas mis aux normes incendies le marché dans les délais impartis. La direction du marché a elle essayé de prouver sa bonne foi en énumérant le nombres de points litigieux depuis l'inspection à l'automne dernier. Elle demande plus de temps pour terminer la mise aux normes. Elle demande de respecter le délai demandé par les sociétés spécialisées auprès desquelles les demandes de modernisation ont été adressées !

Mais l'administration refuse. La loi est la loi, les délais sont les délais. Même s'ils sont contre nature et physiquement impossible à respecter indépendamment de la volonté des acteurs concernés.

En conséquence 600 exposants se retrouvent sans emploi, soit près de 1000 emplois directement à toute cette activité, soit 1000 familles concernées directement. Le marché était populaire car l'un des moins chers d'Arménie. Ce sont ainsi plusieurs dizaines de milliers de familles qui vont pâtir de cette fermeture administrative. Des magasins se ravitaillent à Malatia.

Ce premier février est une catastrophe nationale dont vont bénéficier les seules chaînes de grands magasins. Dans les pays occidentaux, il y a une tradition de vouloir protéger les emplois et le pouvoir d'achat. Ici, le seul interlocuteur est l'administration en charge des normes incendies. Ni le maire d'Erevan, ni les autorités nationales ne se sont fendues d'un seul commentaire et encore moins n'ont pris position.

Cette affaire est gérée comme toutes les affaires en Arménie: dans l'indifférence des autorités publiques.

C'est cette même lecture linéaire de la loi et des documents officiels qui font prélever des pensions alimentaires à des parents qui ont la garde des enfants. L'huissier est forcé de réaliser des décisions de justice qui ont été contredites par la détermination des enfants de faire entendre leur voix contre l'administration

judiciaire totalement aveugle et inopérante.

Les amputés doivent subir des tests annuels (à leur frais) pour prouver que leurs membres n'ont pas repoussé afin de continuer à percevoir des allocations provisoires(!) d'invalidité.

Un borgne doit subir à ses frais une opération chirurgicale afin de prouver qu'il a définitivement perdu son œil et de pouvoir ainsi bénéficier d'une pension d'invalidité.

Les commerçants bénéficient désormais de conditions fiscales avantageuses à la condition de gérer leur échoppe avec un comptable certifié pour attester que leur chiffre d'affaire ne leur permet pas de payer d'impôts.? Dernièrement l'état a adressé des certificats pour acheter aux frais de l'état un logement pour compenser celui perdu pendant la guerre de 2020. Pour en bénéficier, il faut au préalable boucler tout ses crédits et obligations financières. Il a été interdit d'utiliser une partie du budget pour justement régler ces questions financières.

Les exemples sont légions. L'Arménie va droit dans le mur.

Pendant que tous ses voisins sont engagés dans une course aux armements, l'Arménie renonce à se défendre et à considérer que la guerre peut être une perspective. Rien n'est fait. Strictement rien. Mis à part d'adresser des demandes à droite et à gauche. Comme si la France, l'Europe et les États-Unis allaient aider l'Arménie alliée de la Russie. L'Arménie regarde ses voisins en priant Dieu qu'il la protégera.

Pauvre de nous.

Armen Rakedjian

photo : D.R.